

Yves Mettler est artiste chercheur. Depuis plusieurs années, il mène une recherche sur les places de l'Europe dans différentes villes qu'il a parcourues.

Yves Mettler

VIENS VOIR LES BANCS À L'ABREU!

L'art dans la ville, c'est compliqué: autonomie de l'œuvre, dématérialisation dans le processus, expérience esthétique sont des notions qui prennent un ton particulier dans l'espace urbain et ne se laissent pas détacher d'un enjeu, où l'autre ne se laisse pas clôturer par une institution unique. Dans le musée, la galerie, le cirque ou le théâtre, une institution, généralement contenue dans un bâtiment, même temporaire, garantit à l'œuvre et au spectateur de se trouver dans un certain rapport, qui est ensuite souvent questionné, par l'œuvre comme par le spectateur. Dans l'espace urbain, ce rapport unique n'existe pas. Plusieurs rapports sont en présence, plus ou moins explicites, plus ou moins en conflits. Et plusieurs idées de l'art, évidemment, sont confrontées lorsqu'une œuvre se trouve exposée. L'art dans l'espace public urbain est par défaut «engagé» dans cet espace peu commode. Ainsi, depuis quarante ans, les artistes cherchent et jouent avec ces rapports, d'où le glissement vers le processus, l'accent mis sur la pratique artistique. Et la matérialité présente souvent des possibilités intéressantes pour rendre perceptible, témoigner, voire ajuster les forces en présence dans un espace.

En Europe, l'État reste le principal garant de l'espace public, malgré une privatisation galo-pante et sournoise (se passant à l'insu du public). Dès lors, la relation entre les institutions (offices urbains, services publics, mairies, départements culturels, etc.) porteuses de cette garantie, les artistes et les habitants devient cruciale et, on le comprend tout de suite, mobile. Et l'on pourrait dire que la moindre fonction de l'art dans l'espace public est bien de «rendre public» ce qui doit être public ou non – et de comment montrer cette chose publique¹. Il s'agit donc d'une fonction esthétique au sein du politique.

La pression unilatérale, dont je me trouve être le témoin quasi-muet, exercée par le jeu macro-économique sur les myriades de réalités quotidiennes et dont la ville, cœur et source de la culture européenne, en devient le cirque principal, est devenu de fait l'objet et la motivation de mon travail d'artiste.





Chantier en cours avec les habitants de la cité / photo: Michèle Renard, juin 2015

En 2012, j'ai «monté un projet»² consistant en trois interventions dans trois villes, sur ou proches d'une «place de l'Europe», et de trois expositions dans des institutions d'art capables d'être en lien avec ces places. En plus de la place de l'Europe en construction derrière la nouvelle gare de Berlin et la place de l'Europe maintenant bien connue et très centrale de Lausanne, le choix s'est porté sur la place de l'Europe de Bobigny. Elle se trouve en France, en périphérie de la capitale, dans une cité et c'est la seule place de l'Europe (sur 271 en France) dont les noms des rues alentour incluent des lieux extra-européens: Téhéran, Odessa, Beyrouth, Ottawa, parmi Lille, Lisbonne, Varsovie... Le choix s'est aussi fait en regardant des cartes satellites et des données macro-territoriales. Vue du ciel, la cité a une forme ludique et moderne, et Bobigny est le chef-lieu du département Seine-Saint-Denis (93), qui fait l'objet depuis dix ans d'investissements structurels lourds de l'Union Européenne sur des budgets à l'époque destinés aux franges de l'Union³.

Ce choix introduisait brutalement une inconnue dans l'équation, un coup de dés pour ébranler les connaissances acquises. La seule garantie d'une plongée possible dans le terrain était un lien informel avec un centre d'art aux Lilas, Khiasma⁴, qui se donne, entre autre, comme mission de faire portail entre la vie culturelle parisienne et ce monde périphérique.

Les prémices que je me suis posées étaient donc celle de relever la place de l'Europe et son rapport possible avec l'Europe, entité physiquement abstraite, par une intervention artistique sur le lieu même. Après un entretien avec l'urbaniste responsable du quartier à la commune et un passage aux archives, je me suis rendu sur la place de l'Europe au sein de la Cité de l'Abreuvoir. Les gens qui y habitent font partie d'une classe socialement défavorisée, et la commune y observe un phénomène de «désaffiliation»⁵ envers l'État.

La cité est belle: beaucoup d'espace, des arbres, l'architecture est ludique⁶. Un endroit agréable, accueillant. Sur la place des Nations-unies, caméra à la main, je me suis fait recevoir par un habitant qui passait là son après-midi? «Qu'est-ce tu veux avec tes photos dégueulasses?». Le parc n'est pas un espace public et de la Place des Nations-Unies à la Place de l'Europe, séparées de 200 mètres, il y a des mondes, et je n'ai rien à faire là. Enfin presque rien: j'avais cette mission auto-assignée à accomplir. Grâce à la responsable des archives, je rencontre Michèle Renard, metteuse en scène de théâtre de rue, née il y a près de cinquante ans près de là et directrice de la Compagnie Fox, en résidence depuis dix ans dans un appartement de la cité alloué par la commune.

Michèle connaît la cité. Ses archives regorgent de témoignages enregistrés avec des protocoles simples, efficaces et toujours renouvelés. Elle aime faire parler les gens, les écouter et rendre ces histoires audibles dans ses spectacles. Avec elle, nous passons d'abord du temps dans la cité. Je partage mes observations sur l'aménagement du parc, mes sensations. Elle engage la conversation avec les habitants à partir de là. Autour d'un terre-plein utilisé comme piste de boules, nous trouvons un banc fait de quatre pneus et une porte. Au fil des discussions, le banc devient l'objet commun qui manque.

A ce point, j'engage un architecte dans la collaboration, Pierre Cauderay. Pierre est architecte à Lausanne, il a participé à l'aventure de la maison de paille, co-concepteur de la Jetée, il s'est également engagé dans la construction de toilettes sèches sur l'île de Lesbos⁷. Nous nous connaissons depuis le gymnase. Nous décidons de faire le banc en pisé, de la terre tassée à la main. Une technique commune en Europe avant le béton. C'est pas cher, pas polluant, demande beaucoup de travail et si on le détruit, il ne reste que de la terre. C'est également rapide: un banc est réalisable en une journée. Ça permet d'engager concrètement les habitants dans la construction du banc et de le raconter comme un objet qui émerge par leur travail du sol de leur cité. L'idée générale est d'en faire une douzaine à travers la cité, chaque fois avec un groupe qui réaliserait le banc puis le rendrait public à travers un «vernissage».

La première série est planifiée pour juin 2014, avec le vernissage de trois bancs au cours de la fête de quartier. En avril 2014, la commune de Bobigny passe à droite: les demandes de budget échouent et la fête de quartier est annulée. De projet public nous passons à l'idée de prototype autogéré: «Montrons ce qu'il est possible de faire, laissons un banc être éprouvé par la cité et nous verrons si le prototype peut faire émerger une demande que la ville peut porter».

La construction du banc a lieu en même temps que l'atelier de fin d'année scolaire dans la cité de Michèle: elle va faire peindre les enfants sur les murs, et le banc permettra de s'asseoir le long du chemin pour regarder la fresque. Il y a beaucoup d'enfants. Ils viennent autour de nous, nous leur montrons le chantier. Ils jouent, ils nous aident, cherchent des câlins, racontent des histoires. Nous jouons aussi, nous les rappelons à l'ordre sur le chantier, nous faisons des tests de terre avec eux. Les parents viennent aussi. Les anciens maçons parlent technique, les mamans ne veulent pas que des jeunes viennent faire du bruit sur le banc sous leurs fenêtres. L'homme des photos dégueulasses se pose sur le banc, approuve et boit. Le banc est approprié par les habitants le soir même avec des gobelets de sirop framboise. En 2015, nous referons les joints entre les plaques qui ont été ornées d'une banderole au feutre permanent rose.

Le succès nous motive à relancer une campagne en juin 2015. L'accord oral donné par l'OPHLM93⁸ nous encourage, laissant entrevoir une possible reprise du projet avec leur soutien, voire sa dissémination sur d'autres sites. En plus d'une promesse de subventions de la région Seine-St-Denis, nous rassemblons une somme permettant de couvrir les frais par une souscription auprès de nos proches en Suisse.

Michèle prépare un groupe, les boulistes, groupe informel de retraités et de chômeurs jouant toute la journée aux boules. Entretemps leur banc a brûlé. Ils sont assis sur des commodes récupérées aux abords de la cité. Mercredi matin, nous débattons avec les plus matinaux de l'emplacement du banc. Celui-ci sera critiqué toute la journée. L'ambiance est formidable, plus d'une vingtaine de personnes de 6 à 66 ans nous aident, rigolent, s'engagent, critiquent, tournent autour du banc. Il est fini dans la soirée, ornant les abords de la piste de boules, non loin du chemin piéton. Le soir, Pierre et moi allons flâner «en ville» le long du canal St-Martin.

Rebelote le lendemain, auprès de la place de jeu. Nous passons le troisième jour dans la cité, parlons avec les habitants, recueillons leurs remarques. Un optimisme prudent est de mise. Samedi, nous rencontrons une responsable de l'OPHLM dans Paris. La responsable s'enthousiasme pour le projet en général, souligne la nécessité de ce genre d'actions dans les cités. Dimanche, sur la route du retour, nous pensons pouvoir continuer.

En janvier 2016, je suis devant le banc de la piste de boule. Il est à moitié détruit. «Je vous l'avais dit, nous lance goguenard un des boulistes, tout est cassé, gouvernement de m...». Les deux autres bancs, plus proches des habitations, sont entiers. Ce banc-là fait l'objet d'une occupation multiple du territoire, le vide au milieu de la roue qui lui permet de tourner⁹, une espèce d'attracteur/enregistreur. En fait le travail ne fait que commencer. Michèle m'annonce qu'elle prendra sa retraite en juin: la ville ne renouvelle pas la résidence, la région et le département ne peuvent pas aider sans un soutien de la ville. La subvention promise n'a jamais été versée.

En portant personnellement l'intervention, nous avons pu avoir un rapport très proche, très libre puisque nous ne représentons personne, mais dans son économie c'est une fantaisie qui ne peut avoir de suite. Mais ce récit n'est pas fini. Que voulait dire la responsable par ce «genre d'actions»? Des attachements se sont formés, une expérience a été faite, vécue de différentes manières par nous, les habitants, Michèle et peut-être même pour cette responsable et le concierge qui nous a donné l'accès à l'eau. La participation, le mot d'ordre donné par Delors, dès 1975, pour construire l'Europe sociale¹⁰, est différente dans le vécu et dans l'action pour chaque participant. Ces bancs ne sont pas seulement un «équipement urbain». Trop fragiles, hors-normes, peut-être dangereux, ils exigent un soin inhabituel. Ils s'adaptent aussi, un peu, aux usages. Ils permettent des regroupements, provoquent des positionnements, modifient et intègrent le paysage, que Jean Tiberghien définit comme le lieu privilégié d'une expérience.



1. Lire à ce propos « Agoraphobia », le chapitre conclusif d'Evictions, Rosalind Deutsche, MIT Press
2. Il y aurait déjà beaucoup à dire sur la manie du projet, d'autant plus artistique, projection personnellement risquée dans l'avenir tout en garantissant aux éventuels soutiens une clôture par la prévision d'un résultat tangible, mesurable. Cette tension est une des raisons pourquoi j'ai engagé ce projet avec des petites institutions d'art, plus réactive, mobile, malgré des moyens directement financiers limités, toute la question étant ensuite la possibilité de montée en puissance, en amplitude d'un projet artistique et de changer d'échelle. Je me concentrerais ici sur ce qui s'est passé à Bobigny pour résumer le soin nécessaire et tout en contingences qu'il m'a fallu porter aux personnes pour créer un espace permettant à une pluralité de formes d'engagements, de participation de prendre place. Une analyse plus fine et étendue est en cours et pourra être communiquée dans le futur.
3. Je renvoie pour une analyse de la modification des rapports des états de l'Europe et les villes au livre de Neil Brenner, *New State Spaces*, Oxford, 2004.
4. Lien vers le site de Khiasma: <http://www.khiasma.net>
5. terme utilisé dans un diagnostic architectonique, économique et social de la cité en vue de la planification d'une intervention régénératrice. Le même diagnostic relève qu'il n'y a aucun lieux pour la tranche d'âge des jeunes, les 16-30 ans, dans l'ensemble du quartier: club de sport, association, centre auto-géré, etc... Un groupe fait la loi sur la Place de l'Europe, intimide les employées de la conciergerie. Ils occupent la place et ont annexé un local vide de la place pour boxer. De fait ils déploient à leur échelle et leur moyens un territoire de présentation et de survie.
6. C'est une des premières à avoir été construite en France, de 1952 à 1957. Le maire communiste avait interdit à l'architecte de toucher aux pavillons des ouvriers. Ainsi, la cité-jardin d'Emile Aillaud se faufile sur l'étang asséché qui servait d'abreuvoir au bétail en route pour les abattoirs de la Villette. L'espoir porté par cette cité se voit bien dans le film de Jean-Claude Sée, *les cités du soleil*, 1958, Lien daily motion
7. Ref Livre maison de paille, lien vers le site kebabmachin et site de Pierre
8. En France, les cités et les HLM sont gérées et administrées par un organisme en principe indépendant de l'état en terme exécutif. L'OPHLM (lien) est le propriétaire et bailleur des biens immobiliers et c'est lui qui décide des aménagements etc...
9. cf. *Evictions*, Rosalind Deutsche, MIT Press
10. voir l'analyse économique de l'histoire de l'Europe de Robert Salais, *Le viol d'Europe*, PUF, Paris, 2013



Banc en pisé réalisé près de la place de jeu, Bobigny / photo : Yves Mettler, juin 2015.